

Infographie 1. À propos de ce guide

Que sont les cadres légaux pour l'économie sociale et solidaire ?

Les cadres légaux font référence à un large éventail de lois appliquées à l'économie sociale et solidaire ou à des composantes spécifiques au sein de celle-ci. Ils soutiennent la mise en œuvre des politiques publiques à tous les niveaux de gouvernement par le biais de l'obligation et de l'application.



Ils comprennent :

- Des lois-cadres reconnaissant et promouvant l'économie sociale et solidaire, la réglementation, ou les deux.
- Des lois spécifiques applicables aux entités de l'économie sociale et solidaire, telles que les associations, les coopératives, les fondations, les mutuelles et les entreprises sociales.

Pourquoi les cadres légaux sont-ils importants ?

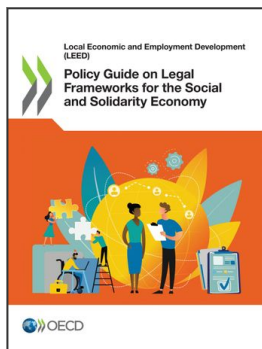
- Clarifier l'ESS ou des notions connexes (par exemple, l'économie sociale, l'économie solidaire ou le troisième secteur)
- Renforcer la visibilité
- Faciliter l'accès aux marchés et au financement
- Établir une base légale pour des mesures de politique publique complémentaires et des dispositifs publics ciblés
- Développer la coopération entre les agences gouvernementales et les ministères pour mieux coordonner les politiques publiques



Quels sont les écueils à éviter lors de l'élaboration des cadres légaux ?



- ✗ Limiter l'ESS à certains secteurs ou formes juridiques, entravant ainsi son développement
- ✗ Conception et mise en œuvre inadéquates faute de consultation des parties prenantes
- ✗ Délai dans l'obtention des résultats en raison du processus complexe et chronophage
- ✗ Absence de mécanismes formels pour évaluer leur performance et s'adapter à l'évolution des besoins



Extrait de :

Policy Guide on Legal Frameworks for the Social and Solidarity Economy

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9c228f62-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « À propos de ce guide (infographie) », dans *Policy Guide on Legal Frameworks for the Social and Solidarity Economy*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/5cbdfce6-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.